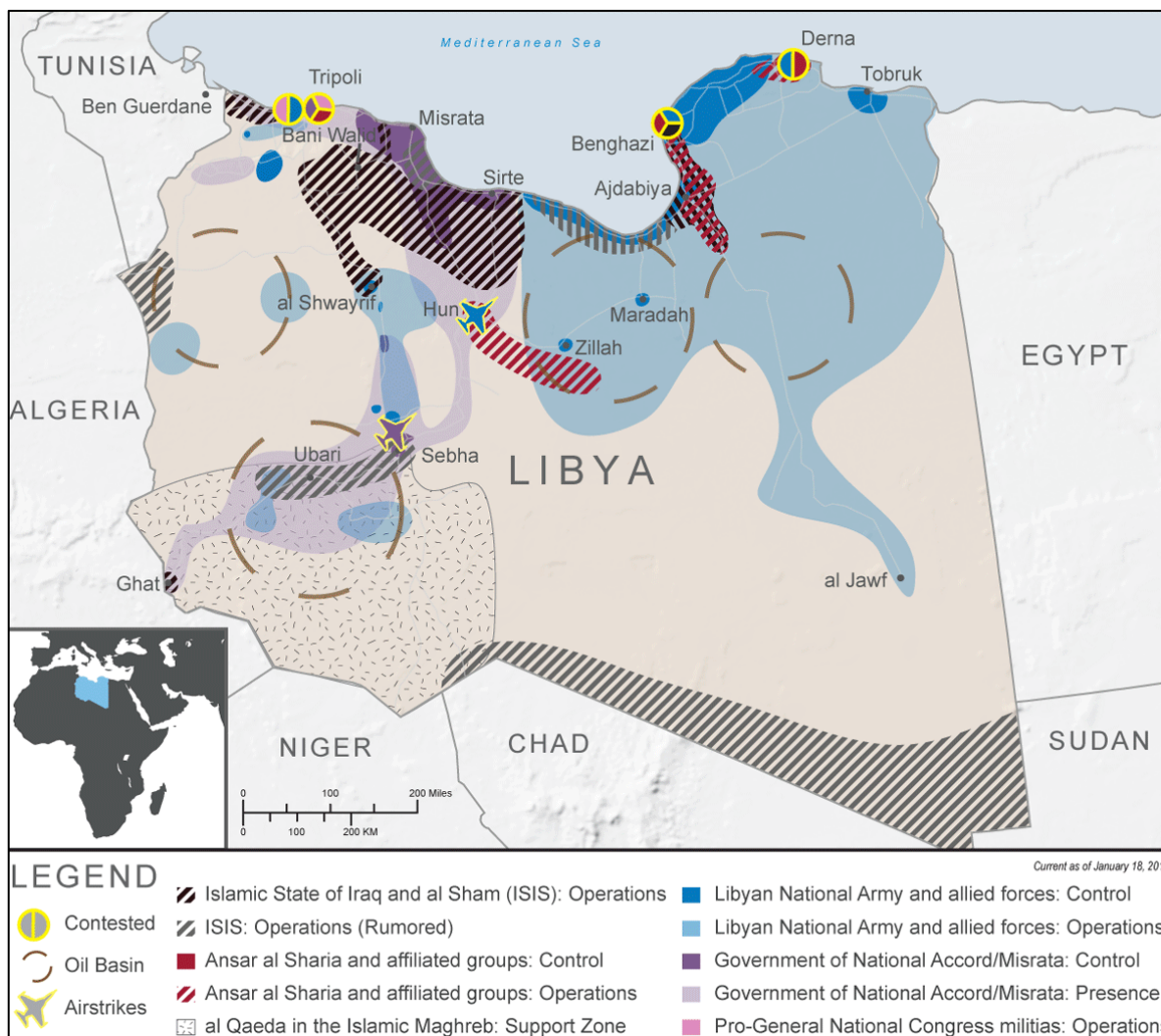


Les principaux acteurs de la crise libyenne

(Première partie)

mise à jour



Acteurs clés (janvier 2017) (Source : criticalthreats.org)

NOTE DE L'ÉDITEUR : Ce document est consacré à la géopolitique de la Libye. Il fait partie d'une série d'analyses des acteurs principaux dans la crise libyenne. La seconde partie se focalisera sur les différents groupes armés.

* Ce document a été modifié afin de rectifier certaines erreurs factuelles. Nous vous prions de nous excuser pour le désagrément occasionné et vous remercions de votre compréhension.

Sous la pression de la France, la Grande-Bretagne et la Ligue arabe, le Conseil de Sécurité de l'ONU avait voté la résolution 1973¹, le 17 mars 2011, déclenchant l'intervention d'une coalition internationale contre le régime du colonel Kadhafi, sans penser aux conséquences pour les populations civiles.

Depuis, la Libye n'a cessé d'être au centre des jeux de pouvoir et d'influence des pays européens et arabes. En effet, l'intervention militaire de 2011 a eu un effet boule de neige sur les pays de la sous-région, mais également à l'international, notamment sur la France, l'Italie, Malte et la Russie. Dans un contexte sécuritaire très tendu et complexe, il est aujourd'hui difficile de trouver une solution pour sortir de la crise.

Ce document a pour objectif d'éclairer le lecteur sur les principaux acteurs de la crise libyenne, les intérêts qui les poussent à s'allier ou à s'affronter, ainsi que les éventuelles retombées sur la sécurité libyenne et celle de la sous-région sahélienne.

Le Gouvernement d'unité nationale (GNA) de Favez Al-Sarraj : un courant islamiste qui ne fait pas l'unanimité

Le 17 décembre 2015 dernier, l'accord de Skhirat² (Maroc) avait donné naissance au Gouvernement d'unité nationale (GNA), basé à Tripoli et soutenu par l'ONU et la communauté internationale. Depuis le soulèvement populaire de 2011, Tripoli est le théâtre d'une misère sociale et d'un chaos sécuritaire grandissant, où des pratiques telles que les enlèvements, les assassinats, les trafics d'armes et d'êtres humains sont monnaie courante³.

Afin de répondre à ce déficit sécuritaire, le Président du GNA Favez Al-Sarraj s'est allié à la milice RADA dirigée par Abdel Raouf Kara (adepte d'un courant peu répandu, le « Madkhalisme »⁴, à l'influence saoudienne). La milice est basée à l'aéroport de Mitiga (dans la ville de Tripoli), bénéficie du soutien financier du gouvernement d'Al-Sarraj et d'une autonomie totale. En contrepartie, elle s'engage à assurer sécurité, ordre et surveillance dans le territoire sous contrôle du GNA. En plus de défendre le territoire, la milice RADA maintient une influence politique et idéologique sur le gouvernement.

Dès lors, la milice ne se contente plus d'assurer la sécurité des citoyens, mais combat tout ce qui n'est pas en accord avec l'Islam. Les habitants de Tripoli accusent le RADA d'agir à titre de police des mœurs dans le seul but de maintenir l'ordre en accord avec les préceptes salafistes. Des précédents existent en Tunisie, où le régime des frères musulmans⁵ a interdit de manger en public pendant le ramadan. Plus intrigant encore, pour ne pas dire suspect, le RADA filme toutes ses actions et les diffuse sur les réseaux sociaux ; cela nous rappelle les méthodes utilisées par l'État Islamique et Al-Qaïda. Par conséquent, et à terme, si le GNA devait prendre le pouvoir en Libye, il est probable que le pays bascule vers un régime à idéologie salafiste. Le GNA n'ayant que très peu de soutien populaire, le risque de confrontation avec les citoyens libyens, qui pratiquent un islam modéré, est à craindre.

Mais le manque de soutien populaire n'est pas le seul obstacle auquel doit faire face Al-Sarraj. Le 14 octobre 2016, le chef de l'ancien gouvernement de Tripoli Khalifa Ghweil a annoncé - après avoir pris le contrôle du bâtiment du Conseil d'Etat libyen à Tripoli - la création d'un « Gouvernement de Salut National »⁶. Par cette déclaration, Ghweil refuse catégoriquement de reconnaître le GNA.

¹ La résolution 1973 de l'ONU a autorisé le recours à la force contre le régime de Kadhafi.

² L'Accord de Skhirat a été signé le 17 décembre 2017, sous l'égide de l'ONU ; il constitue la base et le cadre du processus de paix en Libye.

³ Amnesty international, « Rapport annuel : Libye 2016 / 2017 ». Disponible en ligne sur <https://www.amnesty.org/fr/countries/middle-east-and-north-africa/libya/report-libya/> (consulté le 15/06/2017)

⁴ Maurijet, « Les milices salafistes dictent leur loi à Tripoli ». Disponible en ligne sur <http://maurijet.info/article/2914> (consulté le 08/06/2017)

⁵ Le Nidaa Tounes, le parti au pouvoir

⁶ Middle East Eye, « Libye : un rival du gouvernement d'union affirme avoir repris ses fonctions ». Disponible en ligne sur <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/libye-un-rival-du-gouvernement-dunion-affirme-avoir-repris-ses-fonctions-1764505576> (consulté le 29/06/2017)

Enfin, Al Sarraj n'est pas au bout de ses surprises, puisqu'en février dernier, une coalition armée — la Garde Nationale Libyenne (GNL) — a vu le jour. Dirigée par Mahmoud El Zaqlhel, et proche de Khalifa Ghweil, elle se donne pour mission de combattre l'EI. Pourtant, le GNA voit en cet acte une tentative de création d'un organe de sécurité parallèle,⁷ qui met en péril tous ses efforts pour affirmer son autorité dans le pays.

Le gouvernement non officiel du général Khalifa Haftar : un allié contre le terrorisme

Le gouvernement du général Khalifa Haftar est composé des anciens membres du Congrès National, qui se trouve être le parlement officiel libyen élu le 25 juin 2014, et installé à Tobrouk, à l'est du pays. Fort de ses convictions, Haftar a sous ses ordres tous les soldats de l'Armée Nationale Libyenne (ANL), il est allié à la milice de Zintan. Dans sa quête du contrôle de l'ensemble du territoire libyen, Haftar continue de contester la légitimité du GNA et refuse de travailler sous une autorité civile⁸.

Haftar avait lancé l'opération « Dignité » le 16 mai 2014, qui avait pour mission de combattre les groupes terroristes opérant en Libye. Trois ans plus tard, il a réussi à reprendre les deux sites pétroliers de Ras Lanouf et d'Al Sedra (au centre du pays) des mains de la Brigade de défense de Benghazi (BDB), un groupe islamo-djihadiste lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

En plus du contrôle des sites pétroliers du croissant⁹, Haftar estime contrôler 95% du territoire libyen.¹⁰ Il compte maintenir sa position grâce au soutien russe, notamment concernant la logistique et l'armement, mais également avec l'aide de la France, dans le domaine des reconnaissances aériennes¹¹. De plus, Haftar attend de la France un soutien politique, comme celui apporté à son rival Al Sarraj. Ainsi, en jouant sur les deux tableaux, la France pourrait établir un terrain d'entente avec la Russie, qui s'oppose à toutes les résolutions proposées au Conseil de Sécurité de l'ONU, depuis l'assassinat de Kadhafi. La finalité de ce duel serait d'arriver à s'entendre sur d'autres questions à l'ordre du jour au Conseil de Sécurité, notamment la guerre en Syrie.

Échiquier régional : la sécurité du Maghreb dépend de la stabilité en Libye

Lorsque la Ligue arabe avait demandé la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne¹² pour « soutenir le peuple libyen » en 2011, et ce malgré la réticence de l'Algérie et de la Syrie, elle n'imaginait pas les conséquences que cela allait avoir. Aujourd'hui, la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte, sous l'égide de l'ONU, s'allient pour tenter de trouver une solution politique à la crise libyenne, chacun de ces pays ayant des raisons légitimes d'espérer une résolution de la crise.

L'Algérie, connue pour sa neutralité dans les conflits, a reçu en 2016 les chefs des deux gouvernements libyens : Al Sarraj en octobre, puis Haftar en décembre. En pleine phase de développement, l'Algérie œuvre en priorité pour sa sécurité : le Général Haftar semble être le parfait allié pour cela, de par sa détermination de combattre le terrorisme et le soutien dont il bénéficie des puissances étrangères, telles que la Russie.

⁷ Africanews, « Le GNA libyen condamne la création d'une nouvelle coalition armée à Tripoli ». Disponible en ligne sur <http://fr.africanews.com/2017/02/12/le-gna-libyen-condamne-la-creation-d-une-nouvelle-coalition-armee-a-tripoli/> (consulté le 08/06/2017)

⁸ Lorient le jour, « accord Sarraj-Haftar : les limites de la diplomatie ... ». Disponible en ligne sur <https://www.lorientlejour.com/article/1051498/accord-sarraj-haftar-les-limites-de-la-diplomatie.html> (consulté le 21/06/2017)

⁹ Les sites pétroliers se trouvant sur le littoral, dans le Golf de Syrte.

¹⁰ Zone militaire opex360, « Libye le maréchal Haftar loue le soutien militaire que lui fournit la France ». Disponible en ligne sur <http://www.opex360.com/2017/02/06/libye-marechal-haftar-loue-soutien-militaire-fournit-france/> (consulté le 08/06/2017)

¹¹ Ibid.

¹² « No-fly-zone », la zone d'exclusion aérienne interdit le survol aérien d'une zone déterminée sans l'autorisation du pays ou groupe de pays ayant mis en place la zone.

Alliés de longue date, la Russie et l'Algérie continuent de coopérer, en particulier dans le domaine militaire, notamment avec la formation des troupes, la vente d'armes et la réalisation d'exercices militaires. Il ne faut pas oublier que sur la question syrienne, l'Algérie, tout comme la Russie, soutient le régime du Président Bachar Al Assad.

La Tunisie, qui a aussi connu une révolution populaire et l'ascension au pouvoir du parti des frères musulmans, est un autre pays voisin qui subit les conséquences directes du conflit en Libye. Aujourd'hui, le gouvernement tunisien a pour priorité de stabiliser et sécuriser son territoire national, mais les attaques terroristes à répétition, plus particulièrement celles d'Ansar Al Charia¹³, lui compliquent la tâche. L'initiative prise par la Tunisie, visant à trouver une solution politique à la crise libyenne, avec l'aide de l'Algérie et de l'Égypte, devrait régler en partie ce problème. La Russie devrait quant à elle encourager cette initiative en soutenant la Tunisie dans divers secteurs de la coopération bilatérale, y compris militaire.

De plus, une rencontre entre les dirigeants tunisiens et le représentant de l'armée libyenne a eu lieu à Sfax (Tunisie), en mai dernier¹⁴. Le but de la rencontre était de coordonner les efforts entre les forces armées libyennes et le gouvernement tunisien, afin de lutter contre le terrorisme, en collaborant notamment dans le domaine du renseignement.

Enfin, l'Égypte qui connaît depuis quelque temps des attaques répétées contre sa communauté copte, a lancé sur commandement du Président El-Sissi le 27 mai dernier un raid aérien visant des positions terroristes en Libye, violant de ce fait l'accord de Tunis,¹⁵ qui prohibe l'usage de la force. Mais El-Sissi avait évoqué le droit international, lui permettant de mener des attaques pour protéger son pays, tout en arguant qu'il avait agi en accord avec l'armée et le parlement libyens¹⁶.

Contrairement à son homologue algérien Abdelaziz Bouteflika qui a gardé sa neutralité, El-Sissi n'a pas hésité à s'allier à Haftar dans son combat contre le terrorisme, le gouvernement d'Al Sarraj, à tendance islamiste, n'étant pas sans lui rappeler les frères musulmans de l'ancien Président Mohamed Morsi. Dans ce contexte, il est clair que l'Égypte ne souhaite pas avoir comme voisin un pays gouverné par des islamistes. Le président égyptien n'en reste pas là : il va chercher le soutien de grandes puissances, telles que les États-Unis, la Russie et la France, en témoigne son déplacement à Washington, en avril dernier.

Tout laisse à penser que les différentes alliances entre les pays de la sous-région et les puissances mondiales conduisent à un soutien incontestable du général Haftar. Au fil du temps, l'ONU a constaté de nombreuses violations de l'embargo sur les armes imposé à la Libye. En effet, les alliés d'Haftar, tels que les Émirats Arabes Unis, continuent à lui fournir armes et matériels, ce que s'apprête également à faire la Russie, malgré les avertissements répétés de l'ONU¹⁷.

Le pétrole et la lutte contre l'immigration clandestine : des priorités

En janvier 2017, la Russie a décidé de se tourner vers la Libye pour étendre son influence dans le monde arabe, lui permettant du même coup d'établir un avant-poste sur le bassin méditerranéen. Sous prétexte du soutien à la lutte contre le terrorisme en Libye, la Russie prévoit l'installation de deux bases militaires à Tobrouk. De cette façon, le Kremlin pourrait rivaliser avec les États-Unis et le Royaume-Uni en termes de présence dans la sous-région. Les réactions de l'ONU et de l'UE ne se sont pas fait attendre, rappelant à la Russie que la Libye est

¹³ Le groupe d'Ansar Al Charia a annoncé sa dissolution le 27 mai 2017 en Libye, mais il continue à être actif en Tunisie

¹⁴ Mosaïquefm, « Une réunion entre des dirigeants de Nidaa Tounes avec l'armée libyenne ». Disponible en ligne sur <http://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-national-tunisie/158333/reunion-entre-dirigeants-nidaa-tounes-commandement-armee-libyenne> (consulté le 19/06/2017)

¹⁵ Le lundi 20 février 2017, les ministres des affaires étrangères tunisien, égyptien et algérien ont signé un accord qui a pour but de remédier à la crise libyenne par une solution politique.

¹⁶ Sputnik news, « Général égyptien sur les raids en Libye : la lutte contre Daech exige des actions décisives ». Disponible en ligne sur <https://fr.sputniknews.com/international/201705301031612285-egypte-libye-daech/> (consulté le 12/06/2017)

¹⁷ European people's party, « Résolution sur la Libye », résolution adoptée par le Congrès du PPE, à St Julian's, Malte, les 29 et 30 mars 2017.

toujours sous embargo (interdiction d'importer des armes) depuis 2011. Le choix, par la Russie, de l'emplacement de ses bases militaires, n'est pas dû au hasard. Le premier producteur russe du secteur pétrolier Rosneft veut investir dans la région¹⁸.

Par ailleurs, la Russie n'est pas la seule puissance à avoir des intérêts économiques en Libye. L'enseigne française Total y possède des sites depuis les années 50. L'attaque terroriste qu'elle a subie début 2015¹⁹ ne l'a pas découragée puisque le groupe est toujours présent sur la plate-forme pétrolière d'Al Jurf, au Nord-Ouest. En revanche, ses sites de productions « terrestres » à Mabruk, Syrte et El Sharara dans le bassin de Syrte (au centre du pays) ne sont plus exploités depuis fin 2014, en raison de l'insécurité dans la région.

Mais le pétrole n'est pas la seule raison de l'intérêt des pays européens (et plus précisément la France, Malte et l'Italie) dans leur coopération avec la Libye. Le combat contre l'immigration clandestine à partir de la Méditerranée et du territoire libyen est lui aussi un enjeu majeur pour l'Europe. En effet, le 18 mai 2015, l'UE a mis en place l'opération Sophia, qui consiste à identifier, capturer et neutraliser les navires et les embarcations des migrants clandestins, afin de prendre des mesures juridiques à l'encontre des passeurs et des trafiquants²⁰. De plus, l'UE finance les camps situés sur le littoral libyen, où se regroupent des personnes de différentes nationalités, majoritairement sahéliennes.

L'ONU a lancé un appel à l'aide internationale afin de réunir 75,5 millions \$²¹ pour renforcer le plan d'action débuté en avril par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dont l'objectif est de fournir une assistance humanitaire aux libyens et aux migrants, et de sensibiliser les communautés libyennes dans la gestion des migrations.

Cependant, au vu du soutien qu'apporte l'ONU au gouvernement d'Al Sarraj, l'accès humanitaire à la totalité de la population libyenne semble difficile. Ce clientélisme à peine caché pourrait être vu comme un moyen de pression sur la population fidèle au gouvernement de Haftar afin de la faire changer d'allégeance au profit d'Al Sarraj ; ce qui pourrait attiser des tensions sociales et des rivalités claniques déjà présentes.

Au final, la résolution de la crise en Libye semble être avant tout une question d'intérêt au détriment de la société libyenne. En attendant que les acteurs internationaux agissent dans l'intérêt du peuple libyen, la situation continuera de se dégrader.

Dans cette perspective, l'ONU vient de nommer le Libanais Ghassan Salamé nouvel émissaire en Libye, en remplacement de Martin Kobler, dont la mission a pris fin. Salamé a une longue expérience diplomatique et connaît parfaitement le terrain. Cependant, comme ses prédécesseurs, il pourrait avoir du mal à rassembler toutes les parties prenantes, vu la profondeur du désaccord entre eux ; il devrait dès lors avancer avec précaution.

La libération de Saïf al-Islam Kadhafi suscite des questions sur le rôle qu'il pourrait jouer dans la résolution du conflit. Mais il faut rappeler qu'il est sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il ne serait donc pas convenable pour l'ONU de traiter avec lui avant qu'il soit entendu par la CPI. Enfin, à la vue des colossaux problèmes sécuritaires du pays, Saïf Kadhafi ne dispose pas, à l'heure actuelle, de moyens pour y faire face.

Conclusion : Œuvrer pour le peuple libyen : une perspective difficile à entrevoir

¹⁸ Rfi, « Le géant russe du pétrole Rosneft prend pied en Libye ». Disponible en ligne sur <http://www.rfi.fr/emission/20170223-le-geant-russe-petrole-rosneft-prend-pied-libye> (consulté le 15/06/2017)

¹⁹ Le Figaro, « Un champ pétrolier exploité par Total attaqué en Libye ». Disponible en ligne sur <http://www.lefigaro.fr/international/2015/02/04/01003-20150204ARTFIG00176-un-champ-petrolier-exploite-par-total-attaque-en-libye.php> (consulté le 12/06/2017)

²⁰ EUNAVFOR Med, « EUNAVFOR MED operation SOPHIA ». Disponible en ligne sur https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eunavfor-med/11099/%C3%A0-propos-de-leunavfor-med-op%C3%A9ration-sophia_fr (consulté le 29/06/2017)

²¹ Le figaro, « Libye : l'ONU lance un appel de fonds ». Disponible en ligne sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/05/30/97001-20170530FILWWW00338-libye-l-onu-lance-un-appel-de-fonds.php> (consulté le 09/06/2017)

Le chaos en Libye s'avère très dangereux pour les autres pays bordant la Méditerranée et le Sahel. Stabiliser le pays reste primordial, étant donné que les principaux acteurs (nationaux, régionaux et internationaux) s'accordent sur le fait de faire de la lutte contre le terrorisme une priorité, suivi de l'immigration clandestine.

Même si tout porte à croire que le Général Haftar sortirait vainqueur d'un face à face avec Al Sarraj, la situation pourrait basculer à tout moment, en fonction des alliances et intérêts des acteurs que nous avons évoqués tout au long de ce document. En conséquence, ces derniers devraient travailler davantage sur la réunification de deux gouvernements.

De plus, les acteurs de la crise libyenne feraient mieux de tout mettre en œuvre pour combattre le terrorisme en Libye, mais également au Sahel.

Nous pouvons enfin supposer que la stabilisation et le développement de la Libye joueraient un rôle important dans le développement plus global des pays du Sahel, mettant fin à l'instabilité transfrontalière de la région, autorisant le début d'une ère de reconstruction et de développement.



Le président Fayez Al Sarraj (gauche) et le général Khalifa Hftar (droite) (Sources : Afrikanspot, l'Opinion)